

Amérique Latine : solidarité et mondialisation

LA MONDIALISATION

L'OEA, outil de la mondialisation

D'après le site officiel de l'OEA cette organisation est « l'institution régionale la plus ancienne du monde. » voici, d'après ce même site, l'histoire de sa création :

Bien que les historiens situent les antécédents du Système interaméricain au Congrès de Panama convoqué par Simón Bolívar en 1826, en fait c'est seulement en 1889 que les États américains décidèrent de se réunir périodiquement et de construire un système commun de normes et d'institutions. Il a fallu l'invitation du Gouvernement des Etats-Unis pour que le processus soit lancé et arriver à ce résultat qui a continué sans interruption depuis lors. La Première Conférence internationale américaine a été tenue à Washington, D.C. d'octobre 1889 à avril 1890 “ dans le but de discuter et de recommander l'adoption par leurs gouvernements respectifs d'un plan d'arbitrage appelé à régler les différends et conflits qui pourraient se présenter entre eux à l'avenir, et pour examiner les questions portant sur l'amélioration de leurs relations commerciales et les moyens de communication directe entre ces pays, ainsi que pour encourager ces relations commerciales de façon qu'elles produisent des bénéfices pour tous et créent de plus vastes marchés pour les produits de chacun de ces pays”.

(http://www.oas.org/fr/a_propos/notre_histoire.asp) consulté le 27 avril 2017

L'OEA est la conséquence de 2 éléments essentiels : le premier est l'acceptation par l'ONU, dès sa création en avril 1945 sous la pression des Etats-Unis de l'autonomie du système inter-américain. L'article 51 de la Charte de l'ONU stipule, en effet, que les différends entre pays « américains » seront réglés par des systèmes et des méthodes « américains ».

Le second élément est la création en août 1947 du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR) qui, en instaurant le principe de « solidarité » continentale permettait aux Etats-Unis de prendre toutes les mesures qu'ils jugeraient nécessaires, y compris le recours à la force.

La création de l'OEA, à la Conférence Internationale de Bogota au moment même où est assassiné Jorge Eliecer Gaitan et où se déchaîne le Bogotazo, est donc la suite logique de ces 2 dispositions prises antérieurement.

Sur le site de l'OEA, le slogan qui s'affiche en tête du bandeau est : « Plus de droits pour plus de gens » et dans ce bandeau s'ouvrent 5 onglets :

Renforcement de la démocratie

Défense des droits de la personne

Garantie d'une approche multidimensionnelle de la sécurité

Promotion du développement intégré et de la prospérité

Appui à la coopération juridique interaméricaine

Mais en fait, même si la Charte de l'OEA reprend quelques-uns des principes du Droit International, elle comprend aussi des dispositions qui imposent à cet organisme les postulats fondamentaux du TIAR. Dès sa naissance, l'OEA est donc l'instrument juridique

par excellence de la domination de Washington sur le continent américain et par là même un instrument de la mondialisation.

La Charte Démocratique Interaméricaine que Luis Almagro voulait faire appliquer au Venezuela est née, d'après le site de l'OEA, le 11 septembre 2001. D'autres documents font remonter sa naissance à 1991, à la suite de l'effondrement du Bloc de l'Est.

Voici les « valeurs démocratiques » de la Charte, toujours selon le site de l'OEA :

« le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales ;
la tenue d'élections périodiques, libres et justes ;
la transparence, la probité et le respect des droits sociaux ;
l'exercice du pouvoir dans le respect de l'État de droit ;
le régime pluriel des partis et des organisations politiques, la séparation des pouvoirs et l'indépendance des pouvoirs publics ;
l'élimination de toute forme de discrimination ;
le droit et le devoir de tous les citoyens de participer à la prise de décisions qui concernent leur propre développement. »

En fait, cette Charte a pour but de maintenir les pays membres de l'organisation dans la « démocratie représentative néolibérale » et de lutter contre toute forme de progressisme en Amérique Latine. C'est ce qui ressort des prises de position de cette organisation face aux coups d'Etat dans la région qu'elle a soutenu systématiquement tout au long de son histoire, de l'exclusion de Cuba en 1962 et des menaces qu'elle a fait peser sur le Venezuela grâce à son secrétaire général Luis Almagro jusqu'à ce que la Patrie de Bolivar ait quitté cette Organisation le 27 avril 2017.

Le Marché Commun du Sud (MERCOSUR)

L'histoire du MERCOSUR est complexe. Certains font remonter sa fondation au 30 novembre 1985 par José Sarney (Brésil), Raul Alfonsín (Argentine) , Alfredo Stroessner (Paraguay) et Julio Maria Sanguinetti (Uruguay). Il aurait été le premier organisme créé pour s'opposer aux diktats du FMI.

Voici ce que dit Wikipedia sur José Sarney :

« Pour lutter contre l'hyperinflation qui touche le pays, José Sarney décide de mettre en place un plan économique hétérodoxe, à l'instar d'autres dirigeants latino-américains, comme Raúl Alfonsín en Argentine (1983-1989) ou Alan García au Pérou (1985-1990), souhaitant incarner une alternative aux recommandations des organismes financiers internationaux, comme le FMI, qui préconisent l'adoption de politiques économiques néolibérales. »

(https://fr.wikipedia.org/wiki/José_Sarney)

D'autres font remonter sa création au 26 mars 1991, date à laquelle cet organisme prend le nom de MERCOSUR et retiennent, comme date de son entrée en vigueur, le 15 décembre 1995 avec la signature du traité d'Asunción par le Brésil (*Fernando Collor, successeur de Sarney*), l'Argentine (*Carlos Menem*), le Paraguay (*Andres Rodriguez Pedotti*), l'Uruguay (*Luis Alberto Lacalle Herrera, successeur de Sanguinetti*)

Là, les choses deviennent différentes car les fondateurs Fernando Collor, Carlos Menem,

Andres Rodriguez Pedotti et Luis Alberto Lacalle Herrera sont tous des néolibéraux connus pour les privations qu'ils ont réalisées dans leur pays. 3 d'entre eux ont été élus démocratiquement mais la quatrième, Andres Rodriguez Pedotti, est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat et en sera chassé par un autre coup d'Etat.

Le traité d'Asunción établit : « La libre circulation des biens, services et des facteurs productifs entre les pays dans l'établissement d'un arsenal externe commun et l'adoption d'une politique commerciale commune, la coordination de politiques macroéconomiques et sectorielles entre les États et l'harmonisation des législations pour atteindre un renforcement du processus d'intégration ».

Donc, même si le Traité d'Asunción parle d'intégration, ce qu'il stipule par ailleurs ressemble bien à un accord de libre échange. Quant au rapprochement politique et juridique, on imagine bien dans quel sens il allait...

La situation à l'aube du XXI^e siècle

En 1999, quand Hugo Chavez arrive au pouvoir au Venezuela, 2 organes régionaux existent : l'OEA et le MERCOSUR et l'Amérique Latine, comme le reste du monde, est en pleine mondialisation.

Le 1^{er} janvier 1994 a été signé par le Gouvernement de Bill Clinton l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada mais les Etats-Unis ne sont pas satisfaits de cet accord qui ne concerne que 3 pays et rêvent de l'étendre à 34 pays, soit toute l'Amérique exceptée Cuba : ce sera l'ALCA (ZLEA en français). Ce projet soulève de nombreuses critiques et le mouvement altermondialiste voit le jour. Il prend ses racines dans les mouvements de contestation émergeant au début des années 1980 dans les pays du Sud avec la lutte, tout d'abord pour l'annulation de la dette du tiers monde et contre les plans d'ajustement structurels du FMI, puis contre l'Organisation Mondiale du Commerce créée en 1994.

Les 29 et 30 novembre 1999 à l'occasion d'un sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), auront lieu les manifestations de Seattle qui auront un fort impact sur le monde entier.

A ce moment-là, Hugo Chavez est au pouvoir depuis quelques mois et n'a aucune envie de signer un traité de libre échange avec les Etats-Unis. Il rêve de la Grande Patrie de Bolivar, c'est à dire d'une Amérique Latine des peuples, d'égalité, de justice sociale, de solidarité, de coopération, d'intégration dans laquelle le commerce entre les pays ne serait plus au bénéfice du plus fort mais profiterait à tous.

Pendant ce temps, les Etats-Unis peaufinent leur projet : le 27 juillet 2005, par un vote très serré (217 pour, 215 contre), le Congrès américain adopte un traité de libre-échange avec six pays d'Amérique latine, l'ALÉAC (Accord de libre-échange d'Amérique centrale), une étape dans le processus de l'ALCA. Celui-ci comprendra la République Dominicaine, le Nicaragua, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Costa Rica.

Le danger se précise.

Les organismes régionaux au XXI^e siècle :

Si l'OEA va rester fidèle à elle-même en continuant à défendre becs et ongles les intérêts de Washington, le MERCOSUR va évoluer avec le temps et l'arrivée de nouveaux pays et de nouveaux Gouvernements : Nestor puis Cristina Kircher en Argentine, Lula puis Dilma Roussef au Brésil, et surtout Hugo Chavez au Venezuela qui intègre le MERCOSUR en 2012.

Ces nouveaux dirigeants vont lui donner un tournant social. Mais l'arrivée d'Horatio Cartes au Paraguay en 2013, de Mauricio Macri en Argentine en 2015 et surtout de Michel Temer au Brésil après un coup d'Etat parlementaire qui s'achèvera par la destitution de Dilma Roussef en 2016, vont encore une fois, changer la donne.

Cependant, malgré les pressions exercées par ces pays dirigés par la droite, les choses ne sont pas simples et cette Triple Alliance ne fait pas vraiment ce qu'elle veut. En effet, même si elle a réussi à bloquer l'exercice de la présidence du bloc par le Venezuela et si le Venezuela a été suspendu du MERCOSUR par une déclaration des Gouvernements d'Argentine, du Paraguay et du Gouvernement de fait du Brésil le 1^o décembre 2016, le Parlasur (Parlement du Sud), organe du MERCOSUR en charge des questions politiques et de l'approbation de l'adhésion des nouveaux membres, a approuvé, le 20 février 2017, le maintien du Venezuela dans le MERCOSUR : « A l'unanimité, la Direction du Parlasur a décidé que la délégation vénézuélienne restera avec tous ses droits, avec toute sa délégation et avec toutes ses attributions et toutes ses responsabilités aussi bien aux sessions plénières que dans les commissions. »

Par ailleurs, le Venezuela a démontré clairement que sur les 1563 règles du MERCOSUR, il en a incorporé 1479 (95%) sur lesquelles 1148 sont en vigueur et a fait appel, en tant que membre de plein droit, à l'application du Protocole de Los Olivos, un mécanisme destiné à résoudre les controverses entre les pays membres. Les autorités vénézuéliennes ont informé que des arbitres avaient été désignés pour poursuivre les négociations.

Alors, le MERCOSUR instrument de la mondialisation ou organisme de solidarité continentale ?

« Le MERCOSUR est né et s'est développé grâce aux Géants du Sud, pour l'intégration sociale et productive des peuples, pour la croissance partagée, le développement conjoint et la solidarité, » affirme un communiqué du Pouvoir Populaire pour les Relations Extérieures de la République Bolivarienne du Venezuela en date du 1^o avril 2017. Le bras de fer n'est pas terminé, la solidarité entre les peuples finira peut-être par triompher...

L'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique – Traité de Commerce des Peuples (ALBA-TCP)

Au III^o Sommet des Amériques, au Québec-Canada du 20 au 22 avril 2001, le Président Hugo Chavez signe la Déclaration Finale, témoignant que le Venezuela s'opposait à la proposition de l'ALCA (Zone de Libre Commerce des Amériques). En décembre de cette même année, dans le cadre du III^o Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union des Etats des Caraïbes qui s'est tenu dans l'île de Margarita au Venezuela, le Président Hugo Chavez présente l'idée de l'ALBA en tant que proposition d'intégration économique, sociale, politique et culturelle des peuples d'Amérique Latine et des

Caraïbes.

A cette époque-là, aux Etats-Unis, George W. Bush est au pouvoir et fait tous ses efforts pour imposer la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA en français, ALCA en espagnol). Les peuples d'Amérique Latine, conscients que ces accords que les USA voulaient leur imposer ne seraient qu'une nouvelle manière de les assujettir et de piller leurs matières premières en les réduisant une fois de plus à la misère, ont recherché une parade à ce projet. Cette parade, ce sera l'ALBA, finalement créée le 14 décembre 2004 à La Havane par les commandants Fidel Castro et Hugo Chavez. Elle ne comprend au départ que 2 pays : Cuba et le Venezuela.

Aujourd'hui, elle comprend 11 pays membres :

le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, la Dominique, l'Equateur, Antigua et Barbuda, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte Lucie, Saint Cristobal et Nieves, la Grenade. Le Honduras en a été membre quelques temps mais après le coup d'Etat contre le président Manuel Zelaya, le Gouvernement putschiste s'en est retiré.

« **L'AUBE SE LEVE AU SUD.** » C'est par cette formule que Ricardo ALARCON, président de l'Assemblée Nationale de la République de Cuba saluera à l'ONU, 19 septembre 2005, la naissance de cette organisation.

Mais qu'est-ce que l'ALBA ? L'ALBA « est une plateforme d'intégration des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes qui met sa force dans la solidarité, la complémentarité, la justice et la coopération : elle a pour objectif la transformation des sociétés latino-américaines, en les rendant plus justes, cultivées, participatives et solidaires; elle est conçue comme un processus intégral qui garantit l'égalité sociale et crée la qualité de la vie et la participation effective des peuples dans la réalisation de leur propre destin. » (Rapport ALBA 2010)

Dès la première année de sa création, l'ALBA se lance dans des projets ambitieux : cf « L'aube se lève au Sud : ALBA, PETROCARIBE, quelles perspectives face aux Etats-Unis ? » Françoise Lopez, septembre 2005.

L'un des premiers programmes de l'ALBA a été le Traité de Commerce des Peuples, TCP, fondé sur la solidarité, la complémentarité des économies et la coopération, des principes opposés à ceux qui régissent le projet impulsé depuis le Nord du Continent qui sont la concurrence et l'appât du gain. (Rapport ALBA 2010)

Quelques grands axes d'action de l'ALBA :

L'accès gratuit à la santé:

Priorité à la mise ne œuvre de Missions Sociales et de programmes de formation dans le secteur de la santé tels que:

1. Mission Miracle:

1 889 808 patients atteints d'affections ophtalmologiques sont opérés gratuitement entre 2005 et 2010.

2. Ecole Latino-américaine de Médecine (ELAM):

Depuis 2007, 938 étudiants y suivent des cours gratuits avec des bourses de la Fondation Ayacucho ALBA.

3. L'accès gratuit aux médicaments.

Il se développe au moyen de la formation de structures Internationales dans le secteur pharmaceutique au moyen de :

1. Le Centre de Régulation et de Contrôle des Médicaments de l'ALBA-TCP (ALBAMED): C'est un projet international qui se compose de réseaux de régulation et de permis de distribution de médicaments à l'intérieur des pays de l'ALBA. Il a identifié 489 médicaments communs essentiels.
2. Internationale Pharmaceutique (ALBAFARMA): C'est un projet qui a pour but de fabriquer et de distribuer des médicaments essentiels à l'intérieur des pays de l'ALBA-TCP.

La Mission Miracle dans l'ALBA-TCP

Patients soignés entre 2005 et 2010

1 889 808 interventions

Venezuela: 1 178 808

Bolivie: 538 000

Equateur: 102 000

Nicaragua: 65 522

République Dominicaine: 3010

Antigua et Barbuda: 1182

Saint-Vincent et Les Grenadines: 1286

En 2014, 10 ans après la création de l'ALBA, plus d'1 300 000 personnes souffrant d'un handicap physique ou neurologique avaient reçu des soins spécialisés et l'Opération Miracle avait permis à des millions d'habitants de l'Amérique Latine, des Caraïbes, de l'Asie et de l'Afrique, de recouvrer la vue ou d'améliorer leur vision.

L'Accès gratuit à l'éducation.

L'enseignement est considéré comme un droit essentiel des populations des pays de l'ALBA . Le **Programme d'Alphabétisation** a permis d'éradiquer l'analphabétisme dans 5 des 8 pays de l'ALBA avec l'alphabétisation de 3 643 000 personnes, au point que la Bolivie, le Nicaragua et le Venezuela¹ ont été déclarés par l'UNESCO « territoires libres d'analphabétisme ». Le **Programme de Post-alphabétisation** a permis le suivi de 1 063

¹ Cuba avait été déclarée « libre d'analphabétisme » dès 1962 et la première campagne d'alphabétisation organisée après la victoire de la Révolution Cubaine.

100 personnes alphabétisées jusqu'au 6^e degré et ensuite jusqu'au Bac. Enfin, le Système scolaire de l'ALBA a pour but de renforcer et d'améliorer la qualité avec pertinence des niveaux et des modalités administratives et institutionnelles de l'éducation initiale, basique et moyenne des pays de l'ALBA.

Avec la Méthode Cubaine « Yo si puedo » (« Oui, je peux ») dans les pays de l'ALBA-TCP 3 643 000 ont été alphabétisées

Equateur: 819 000
Nicaragua: 500 000
Bolivie: 824 000
Venezuela: 1 500 000

(Rapport ALBA 2010)

Il existe aussi un Accord de Reconnaissance des Titres Universitaires dans les Pays de l'ALBA, ce qui favorise les bourses et les échanges académiques et de travail. Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua et l'Equateur ont ratifié cet accord.

L'ALBA a aussi créé des Entreprises Internationales pour ne plus subir le pillage des transnationales :

1. Entreprise Internationale d'Energie, de Gaz et de Pétrole.
2. Entreprise Internationale Forestière.
3. Entreprise Internationale ALBA Aliments.
4. Entreprise Internationale de Télécommunications ALBATEL.

(Rapport ALBA 2010)

Pour que la région puisse se développer économiquement en favorisant le commerce entre les peuples d'Amérique Latine en y incluant des secteurs traditionnellement exclus, l'ALBA s'est dotée d'une monnaie virtuelle régionale: le SUCRE (Système Unitaire de Compensation Régional). Le Venezuela, Cuba, l'Equateur, la Bolivie et le Nicaragua ont adhéré à ce système.

En 2012, les Banques Centrales de la Bolivie, de Cuba, du Venezuela et de l'Equateur ont réalisé entre elles des opérations commerciales d'une valeur totale de presque 700 milliards 21 millions de dollars en SUCRE. Le 17 septembre de la même année, 1419 transactions ont été réalisées à l'aide de cette monnaie, indique le journal équatorien El Telegrafo.

C'est aussi par l'intermédiaire de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique, que l'aide aux sinistrés du tremblement de terre en Haïti en janvier 2010 a été coordonnée. Il en a été de même pour l'aide aux victimes de l'épidémie de choléra.

L'UNASUR : UNION DES NATIONS SUD AMERICAINES

Date d'entrée en vigueur : 23 mai 2008

Pays Membres (12) :

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela.

Etats observateurs : Mexique, Panama.

Langues officielles : anglais ; espagnol ; néerlandais ; portugais

Qu'est-ce que l'UNASUR ?

C'est une organisation d'intégration économique et de coopération. Son ambition est de dynamiser l'intégration régionale dans des domaines tels que l'énergie, l'éducation, la santé, l'environnement, la sécurité ou la démocratie en unissant les Etats d'Amérique du Sud au-delà des groupes régionaux existant. En effet, l'UNASUR compte en son sein les Etats membres des deux principales unions douanières de la région : la Communauté Andine des Nations (CAN) et le Marché Commun du Sud (MERCOSUR), mais aussi des pays membres de l'Alliance du Pacifique et de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique (ALBA), ainsi que le Guyana et le Suriname.

Elle entend renforcer l'identité sud-américaine en s'appuyant sur l'histoire et la culture communes aux pays du continent et dit s'inspirer de l'Union Européenne, son objectif à terme étant la mise en place d'un corps administratif supranational destiné à remplacer les organes politiques de la CAN et du MERCOSUR.

Les principaux projets soutenus par l'UNASUR sont la construction d'une route reliant les côtes brésiliennes à l'océan Pacifique, l'établissement d'une zone de libre-échange et l'introduction dans le futur d'une monnaie unique dans la région.

Le Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement a pour fonction d'établir la ligne politique et les plans d'actions de l'Union. Il doit également adopter les positions politiques dans les relations avec les Etats tiers.

Le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le Conseil des Délégués sont chargés de l'exécution des décisions entérinées par les Chefs d'Etat et de Gouvernement. Un Etat membre assure la présidence tournante de l'UNASUR pendant une durée d'un an. Il doit préparer, convoquer et présider les réunions de l'Union.

L'UNASUR a obtenu, le 24 octobre 2011, le statut de membre observateur à l'Assemblée Générale des Nations Unies, ce qui renforce encore davantage l'unité de cet ensemble régional en forçant les Etats membres à parler d'une seule voix.

C'est l'UNASUR qui a formé une mission de médiateurs pour accompagner le dialogue entre le Gouvernement vénézuélien et l'opposition.

Elle forme aussi des mission d'observateurs pour les élections comme en Equateur cette année ou au Venezuela. Ces missions contrôlent le déroulement des élections et disent si elles ont été correctement organisées ou non.

Elles sont importantes car elles constituent un bouclier relativement efficace contre les manigances de l'opposition vénézuélienne ou équatorienne qui n'acceptent pas le résultat des élections.

La Banque du Sud

La Banque du Sud a été conçue comme une alternative à la Banque Mondiale ou le fonds Monétaire International (FMI) pour obtenir des financements. La mise en marche de la Banque du Sud provoquera le retour des capitaux des pays latino-américains à l'étranger et permettra le financement d'initiatives régionales.

C'est en décembre 2006 que le président Hugo Chávez a évoqué pour la première fois la possibilité de créer une Banque du Sud mais c'est le 9 décembre 2007, à Buenos Aires, que les présidents Néstor Kirchner d'Argentine, Luiz Inácio Lula da Silva du Brésil, Evo Morales de Bolivie, Rafael Correa d'Équateur, Nicanor Duarte du Paraguay et Hugo Chávez pour le Venezuela signent l'accord officiel de création de la Banque qui s'adresse aussi « aux pays non-alignés, aux pays asiatiques et à nos frères d'Afrique » (Nicolás Maduro, 22 mai 2007). L'Uruguay s'y ajoute comme membre fondateur. Elle aura son siège à Caracas et deux annexes à Buenos Aires et à La Paz.

D'après ses statuts, son action se limitera à l'Amérique Latine. La Banque du Sud commencera ses activités en 2008 avec un capital initial de 7 milliards de dollars. Le document constitutif indique que « l'intégration sud-américaine doit construire, pour les peuples de la région, un espace consacré à la promotion du développement économique et social, à la réduction des asymétries, à la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et à la convergence et complémentarité des processus d'intégration économique ».

Lors de son lancement, Robert Zoellick, président de la Banque Mondiale, a déclaré être favorable à cette initiative à condition "que la Banque du Sud encourage la transparence et les principes de bonne gestion dans sa politique de développement".

L'ancien directeur du FMI pour l'Amérique latine de 1994 à 2002, Claudio Loser, s'est demandé "dans quelle conditions elle va fournir ses services, quelles garanties elle obtiendra" et a affirmé "qu'elle peut aider les petits pays, mais quand les ressources seront épuisées, ce sera terminé" et donc, d'après lui, elle ne serait "pas indispensable".

Mark Weisbrot (en), du Centre de recherches économique et politique (CEPR), estime qu'il s'agit d'une alternative importante qui permettra d'introduire de la concurrence entre prêteurs spécialisés dans le développement et va rogner sur le pouvoir du cartel que constituent le FMI et la Banque mondiale².

Lors du forum international « Impérialisme Financier, fonds Vautours », le politologue belge Eric Toussaint a déclaré :

"Le problème, avec les fonds vautours, est que l'Argentine veut revenir aux marchés financiers, émettre des bons, et c'est parce qu' il n'y a pas d'alternative continentale. Si nous avons une Banque du Sud capable d'octroyer des crédits aux pays membres, l'Argentine et d'autres pays auraient une possibilité de financement".

Elle n'a pas encore de fonds propres mais les pays membres se sont engagés à le doter

[2https://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_du_Sud](https://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_du_Sud)

progressivement d'un capital qui devrait atteindre les 7 000 millions de dollars.

Le 18 février 2017, le président par interim de la Banque du Sud, Pedro Buonomo, a proposé l'ex président uruguayen José Mujica et le président de l'Equateur Rafael Correa comme « ambassadeurs promoteurs » pour promouvoir un changement dans l'orientation des banques centrales des pays membres. Ainsi, on cherche à freiner l'envoi des réserves monétaires vers les puissances du premier monde et à les déposer dans la région pour financer les besoins propres au développement et que les banques collaborent les unes avec les autres.

En ouvrant ses comptes en Amérique du Sud, des comptes qui récupéreront 90 millions de dollars en liquide la première année, elle entre dans sa phase de pré-opération.

La Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens (CELAC)

Origines :

Elle est créée en décembre 2011 à Caracas et elle a une importance considérable car c'est la première fois depuis le processus d'Indépendance d'il y a 200 ans en Amérique du Sud, et 60 ans dans les Caraïbes, que les 2 régions s'unissent pour créer une organisation et affronter les grands défis du développement dans l'hémisphère sud.

La CELAC comprend 33 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes :

l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay, le Venezuela, le Brésil, Haïti, Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade , Belize, la Dominique , la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines,Trinité-et-Tobago, le Suriname.

Objectifs :

-L'unité et l'intégration politique, économique, sociale et culturelle des peuples de la région.

-L'avancée vers le bien-être social, la qualité de la vie, la croissance économique et la promotion du développement indépendant et durable fondé sur la démocratie, l'équité et la justice sociale.

-Le soutien de projets articulés entre eux et complémentaires, l'identification de champs de coopération parmi les différents mécanismes d'intégration en se fondant sur des principes de solidarité, de flexibilité, de pluralité, de diversité, de complémentarité des projets et sur la participation volontaire aux initiatives retenues.

-La construction d'un ordre international plus juste, équitable et harmonieux basé sur des principes d'égalité et de souveraineté, sur le respect de l'intégrité territoriale et de la non intervention dans les affaires intérieures des Etats.

-La construction d'un espace régional commun qui renforce l'identité latino-américaine et

caribéenne sur la base de valeurs et de principes communs à tous les peuples.

-La défense de la souveraineté et le droit de tout Etat à construire son propre système politique à l'abri des menaces, des agressions et des mesures coercitives unilatérales.

-Le renforcement, à l'échelle mondiale, de l'identité latino-américaine et caribéenne.

Déclaration de Caracas 3 décembre 2011 :

« Les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Amérique Latine et des Caraïbes (...) déclarent que : (...) reconnaissant le droit de chaque nation à construire en paix et librement son propre système politique et économique ainsi que, dans le cadre des institutions correspondantes, selon le mandat souverain de son peuple, les dialogues, échanges, négociations politiques encouragés par la CELAC doivent se faire en tenant compte des valeurs et des principes communs suivants : le respect du droit international, le règlement pacifique des différends, l'interdiction de l'usage et de la menace de l'utilisation de la force, le respect de l'autodétermination, le respect de la souveraineté, le respect de l'intégrité territoriale, la non ingérence dans les affaires intérieures des pays, la protection et la promotion de tous les droits de l'homme et de la démocratie. »

Le 2 décembre 2011, jour de la création de la CELAC, Dilma Rouseff déclare:

« Le Brésil est, certes, un grand pays mais il ne sera vraiment grand que s'il est capable de construire, avec ses voisins d'Amérique Latine et des Caraïbes, une intégration qui transforme notre région par la mise en valeur de son énorme potentiel aussi bien économique que social.

Cristina Fernandez, le même jour:

«Nous avons une chance historique parce que nous possédons les ressources humaines et les ressources naturelles (énergie, aliments, eau). Nous pouvons devenir, ensemble, des acteurs de premier plan de ce XXI^e siècle. A condition que notre alliance soit à toute épreuve. La CELAC rassemble des pays qui ne s'étaient jamais associés jusqu'à présent. Nous sommes 600 millions de producteurs et de consommateurs. C'est un atout considérable. A nous d'être suffisamment intelligents pour que la vieille histoire de la division et du dépouillement colonial ne se reproduise plus. »

Juan Manuel Santos, à cette occasion, précise cependant:

« Notre intégration en se fait contre personne. Ni contre l'Organisation des Etats Américains ni contre le Sommet Ibéro-américain. Elle se fait pour nous, pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. »

Certes mais de toute façon, la CELAC n'a rien à voir avec l'OEA et elle vient de le démontrer... Nous y reviendrons plus loin.

Le bilan 2016 :

La Déclaration de Quito signée à l'occasion du IV^e Sommet des Chefs d'Etat de la CELAC, le 27 janvier 2016 contenait 20 points parmi lesquels la sécurité alimentaire, la restitution

de Guantánamo à la République de Cuba, la nécessité de mettre fin au blocus des Etats-Unis envers Cuba, la protection des migrants d'Amérique Latine et des Caraïbes, la lutte contre la corruption, la restructuration de la dette souveraine et le soutien au processus de paix en Colombie.

Le Plan d'Action pour 2016 contenait entre autres sujets essentiels : la sécurité alimentaire et l'éradication de la faim et de la pauvreté, la mise en place de l'agriculture familiale, la prévention et la lutte contre la corruption, la promotion de l'équité, de l'égalité et le renforcement du pouvoir de la femme, les migrations, le problème mondial des drogues, le Plan d'Action pour la décennie des Afro-descendants latino-américains et des Caraïbes et des sujets comme l'éducation, le travail, les sciences, la technologie et l'innovation, la culture et le dialogue entre les cultures, le développement soutenable, l'environnement, le changement climatique.

Dans la situation actuelle de l'Amérique Latine, la corrélation des forces rend plus difficile d'obtenir un consensus pour un ordre du jour d'intégration. Michel Temer (Brésil), Mauricio Macri (Argentine) et la présidente Michelle Bachelet (Chili) étaient absents de ce IV^o Sommet des Chefs d'Etat de la CELAC. Cette absence est l'indice d'un retournement vers des relations extra régionales qui rejette au second plan les relations latino-américaines. Il faut ajouter à cela l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis qui a aussi apporté un changement dans la géopolitique mondiale. A ce sujet, le Mexique, harcelé par le Gouvernement de Trump qui veut construire un mur sur la frontière entre les 2 pays pourrait bien se rapprocher des organismes d'intégration, surtout si les traités de libre échange avec les Etats-Unis sont renégociés comme Trump a promis de le faire...

La CELAC dans la crise du Venezuela avec l'OEA :

Le 26 avril 2017, la République Bolivarienne du Venezuela fait savoir qu'elle quitte définitivement l'OEA et demande une réunion des chanceliers de la CELAC.

Cette réunion a lieu au Salvador et sur les 33 pays que compte la CELAC, seuls 6 sont absents (les Bahamas, la Barbade, le Brésil, le Mexique, le Paraguay et Trinidad et Tobago).

Au cours de cette réunion, la chancelière Delcy Rodriguez montre aux membres de la CELAC des images des violences provoquées par la droite dans le pays et explique sur quelle base constitutionnelle s'appuie la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante faite par le président Nicolas Maduro le 1^o mai.

A l'issue de cette réunion, Delcy Rodriguez a déclaré qu'à la différence des réunions de l'Organisation des Etats Américains (OEA), dans le débat de la CELAC « on n'a pas eu à supporter la honteuse présence de Washington, les menaces et les extorsions, nous étions là en tant que nations libres, sans ces menaces. » et elle a ajouté : « Le dialogue a été respectueux : l'unité dans la diversité, c'est ce qui fait que l'intolérance ne s'impose pas. »

Le Salvador, le Nicaragua, la République Dominicaine et Saint Vincent et les Grenadines se sont engagés à accompagner le dialogue du Gouvernement avec l'opposition et à accueillir les réunions pour ce dialogue. Ce dialogue était déjà accompagné par une délégation de l'UNASUR mais le fait que la CELAC s'y engage également, étant donné

qu'elle représente pratiquement tous les pays d'Amérique Latine, a une grande importance même si elle n'a pas émis de déclaration « parce que ce n'était pas à l'ordre du jour. » Les pays membres de la CELAC ont également, en majorité, condamné les agissements du secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro et, à propos de l'Assemblée Nationale Constituante convoquée par le président Nicolás Maduro, « se sont réjouis de savoir qu'il existe des solutions dans le cadre de la Constitution » pour résoudre les problèmes au Venezuela..

Le peuple organisé

Parallèlement à la création de ces organismes d'intégration, le peuple s'organise et les mouvements sociaux occupent aujourd'hui une place importante dans la vie politique de l'Amérique Latine : syndicats, organisations de travailleurs, de paysans, de femmes, de défenseurs des droits de l'homme, d'artistes, presque tous les secteurs de la société ont à présent leurs mouvements organisés.

Le rôle de ces organisations

Elles défendent les droits des citoyens en toute occasion et dans des domaines très divers et constituent un véritable pouvoir au point que certains groupes ou certains Gouvernements en ont peur.

C'est sans doute la raison de l'arrestation arbitraire de Milagro Sala, dirigeante du mouvement social Tupac Amaru et députée du Parlasur, le 16 janvier 2016 après avoir dirigé une protestation de travailleurs membres de coopératives qui se sont retrouvés au chômage à cause des politiques néo-libérales appliquées par le Gouvernement de Mauricio Macri. A l'origine la Tupac Amaru distribuait des goûters aux enfants pour lutter contre la malnutrition puis cette organisation a entamé la construction de quartiers en dur et de lieux de loisirs pour la communauté, une action qui n'était pas pour plaire au Gouvernement néolibéral de Macri.

C'est sans doute aussi la raison de l'assassinat de Berta Caceres, une militante hondurienne qui avait participé activement à l'organisation de la résistance après le coup d'Etat contre Manuel Zelaya en 2009 et réussi à faire reculer le Gouvernement dans la construction du barrage d'Agua Zarca décidée avec de grandes compagnies transnationales sans aucune consultation des populations concernées. D'abord persécutée et emprisonnée, Berta Caceres sera finalement assassinée le 3 mars 2016.

L'action de ces mouvements est donc très importante et constitue une importante pression sur les Gouvernements.

Mais ces organisations en font pas peur qu'aux Gouvernements qui travaillent contre l'intérêt du peuple. Les paramilitaires colombiens qui cherchent à faire échouer le processus de paix ont assassiné au moins 137 dirigeants sociaux en 2016 et jusqu'au 4 mars 2017 dans toute la Colombie. En 2017, 14 assassinats ont eu lieu pour lesquels seule 1 personne a été arrêtée.

La condition de dirigeant social est si dangereuse en Colombie qu'un projet de loi qui donnera plus de moyens au Procureur pour poursuivre les responsables d'attaques contre des dirigeants sociaux et les défenseurs des droits de l'homme a été déposé le 3 mai 2017 à la Chambre des Députés.

D'autres organisations de solidarité demandent la libération de prisonniers injustement emprisonnés comme le Comité International pour la Libération des 5 et les groupes formés dans de nombreux pays pour obtenir la libération des 5 Cubains emprisonnés aux Etats-Unis. A force de pressions, de mobilisations, de courriers envoyés aux responsables nord-américains et d'actions diverses, ce « mouvement de solidarité » a fini par obtenir la libération des 3 Cubains encore emprisonnés le 17 décembre 2014 dans le cadre de la normalisation des relations des Etats-Unis avec Cuba.

Le réseau des intellectuels, des artistes et des mouvements sociaux en défense de l'Humanité

Le réseau des intellectuels, des artistes et des mouvements sociaux en défense de l'Humanité est un mouvement de pensée et d'action contre toute forme de domination. Il émane de la Rencontre Mondiale des Intellectuels et des Artistes qui a eu lieu à Caracas le 6 décembre 2004 avec des représentants de 52 pays.

« Ce réseau comprend des écrivains, des artistes, des enseignants, des professionnels de toutes les disciplines, des étudiants, des mouvements sociaux, des médias alternatifs et tous ceux qui se sentent engagés dans la cause de l'humanité, » dit le site de l'organisation.

Dès sa création, il a eu le soutien actif des Prix Nobel Gabriel García Márquez, Adolfo Pérez Esquivel, Rigoberta Menchú, Nadine Gordimer, José Saramago, d'intellectuels et d'artistes comme Noam Chomsky, Ernesto Cardenal, Eduardo Galeano, Harry Belafonte, Danny Glover, Ahmed ben Bella, Ignacio Ramonet.

Le Réseau de Réseaux « En Défense de l'Humanité » s'oppose à l'impérialisme et à ses politiques néolibérales, à la guerre et au terrorisme, aux projets d'uniformisation socio-culturelle et à la monopolisation des connaissances. Il soutient les luttes des peuples du monde, est solidaire des processus de changement social, soutient la diversité culturelle et les droits culturels, organise des campagnes de solidarité et diffuse parmi ses membres des appels et des dénonciations, donnant le plus large soutien à ces causes. (<https://endefensahumanidad-cuba.jimdo.com>)

Actuellement, des réseaux de ce Réseau se sont formés au Mexique, au Venezuela, à Cuba, en Colombie, en Argentine, au Chili, en Equateur, en Bolivie, au Nicaragua, en République Dominicaine, au Brésil, au Canada, aux Etats-Unis, en Espagne, en Belgique, en France, en Allemagne, au Portugal et en Italie.

Quelques-unes de ses actions :

Il a émis 35 déclarations, messages ou appels en 2016 :

par exemple :

Le 26 septembre 2015, il somme le président Obama de faire usage de ses prérogatives pour mettre fin au blocus de Cuba, le 31 janvier 2016, il manifeste son soutien aux peuples de l'Argentine et du Brésil en résistance contre l'offensive néolibérale, le 9 mars 2017, il condamne la diffusion de fausses informations sur la situation au Venezuela.

Il s'est aussi exprimé pour le respect de la présidence du Venezuela au MERCOSUR, contre le coup d'Etat au Brésil, contre la condamnation au silence de Telesur en Argentine, a émis une déclaration condamnant la prorogation de l'Ordre Exécutif contre le Venezuela par le Président Obama, et a lancé des appels pour la libération de Milagro Sala et de l'indépendantiste portoricain Oscar Lopez Rivera etc...

En conclusion : Les organisations régionales, outils de la mondialisation ou expression de la solidarité continentale ?

Si l'Amérique Latine, comme le reste du monde, n'est pas complètement débarrassée de la mondialisation et si elle subit de plein fouet le retour dans certains pays de Gouvernements néolibéraux, c'est surtout, actuellement les organisations de solidarité qui s'y développent aussi bien au niveau des organisations d'intégration régionale et qu'au niveau des mouvements sociaux même si certaines de ces organisations régionales n'ont pas été créées, à l'origine, pour développer la solidarité continentale. Leur évolution, nous l'avons vu, s'est faite vers la solidarité sous la pression des peuples de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Et si la Banque du sud et la Banque de l'ALBA parviennent à fonctionner à plein, la solidarité se développera encore plus.

Bien entendu, le retour dans le néolibéralisme de 2 pays de l'importance de l'Argentine et du Brésil gêne l'intégration régionale solidaire qui est l'objectif de l'ALBA et de la CELAC mais les prochaines élections prévues dans la région dans les mois et les années à venir pourraient bien modifier le rapport de force de façon conséquente.

Françoise Lopez
16 mai 2017

Solidarité Bolivarienne
solidamlatcuba@orange.fr
06 71 78 59 72
site web : Bolivar Infos
<http://bolivarinfos.over-blog.com>